

Un an après le début de la crise sanitaire: face à la faillite du macronisme, faire vivre le programme communiste révolutionnaire

Il est difficile de trouver les mots pour qualifier l'action du gouvernement depuis un an. Sa faillite est totale. De très nombreux morts auraient dû être évités. Nous pourrions avoir retrouvé une vie assez proche de la vie habituelle. Il est temps aujourd'hui de tirer les leçons fondamentales de cette crise : la logique capitaliste donne la priorité aux profits sur tout le reste. Nous en payons les pots cassés. D'où l'urgence d'une issue communiste à cette crise.



Le mensonge du « quoi qu'il en coûte » : le gouvernement a donné la priorité aux profits, pas à notre santé

Inutile de revenir ici en détails sur la gestion calamiteuse de la crise sanitaire. Nous nous contenterons de rappeler les faits les plus saillants :

- la négation totale du danger jusqu'à début mars 2020 : quelques jours avant le confinement, Macron nous incitait à multiplier les sorties pour faire tourner l'économie ;
- L'utilisation d'un conseil des ministres exceptionnel sur la crise sanitaire (le 29 février 2020, le jour du 1er décès constaté du covid en France) qui a en fait servi à faire passer un 49.3 sur la réforme des retraites
- les mensonges en série, dont le plus gros a été celui sur l'inutilité des masques, pour faire écran à la pénurie et à la liquidation des stocks de masques ;
- le déconfinement du printemps 2020, totalement désorganisé, qui a permis un nouvel essor incontrôlé de l'épidémie à l'automne ;
- l'absence d'une politique organisée de tests massifs, de traçage des chaînes de contamination et de quarantaines ciblées ;
- l'absence de plan d'urgence pour les hôpitaux avec recrutements et investissements à hauteur des besoins, pire, les suppressions de lits ont continué ;
- si, pour stopper l'épidémie, des mesures de restriction des contacts sociaux étaient indispensables, en revanche, la manière de les mettre en oeuvre par le gouvernement a conduit à limiter de façon anormalement longue et répressive les libertés, alors que l'expérience d'autres pays montre qu'il est possible d'avoir une politique de gestion de l'épidémie à la fois moins autoritaire, répressive et bureaucratique, et en même temps, plus efficace d'un point de vue sanitaire ;

- les entreprises ont carte blanche pour obliger leurs salariés à venir travailler, même quand le télétravail est possible.

Toute cette politique criminelle a été décidée par un homme seul, entouré d'un opaque « conseil de défense ». C'est aussi cet individu qui est, en grande partie, responsable du fiasco total de la politique vaccinale. Alors qu'il avait proclamé que les vaccins contre le covid devaient être « bien public mondial », Macron s'est opposé, à l'OMC, à la demande de l'Afrique du Sud et de l'Inde que les brevets sur les vaccins contre le Covid soient temporairement levés ! Du coup, Macron accepte que les vaccins soient livrés au compte-gouttes par quelques grandes firmes privées. La défense de la propriété privée capitaliste passe avant tout le reste. Pourtant, le directeur de l'OMS (qui est loin d'être un gauchiste) avait appelé à « *renoncer à la propriété intellectuelle sur les brevets pour augmenter la production, la couverture du vaccin et se débarrasser de ce virus dès que possible* ». C'est resté lettre morte, alors qu'en France, la législation permet la levée des brevets et la réquisition pour produire en nombre suffisant des vaccins en cas de crise sanitaire ! Le code de la propriété intellectuelle prévoit « *un mécanisme de licence d'office et d'expropriation du titulaire du brevet pour les besoins de la défense nationale* » (or, « nous sommes en guerre » d'après Macron) et le code de la santé publique autorise l'État « *d'ordonner la réquisition de tous biens et services nécessaires à la lutte contre la catastrophe sanitaire* ». Mais Macron refuse obstinément toute entorse à la propriété privée capitaliste, alors que la grande majorité de la population aurait pu être vaccinée si la licence d'office et la réquisition avaient été enclenchées il y a quelques mois.

L'argent coule à flot pour les capitalistes... la facture sera payée par les travailleurs/ses

Les capitalistes n'ont rien contre la dépense publique... quand l'argent public va dans leurs poches ! C'est le cas depuis le début de la crise : des dizaines de milliards abreuvent le patronat et les actionnaires sous différentes formes : exonérations de cotisations sociales, fonds de solidarité, chômage partiel... Parfois, ces aides sont présentées comme des « aides aux ménages ». Ainsi le chômage partiel serait une prestation sociale dont bénéficieraient les ménages (c'est d'ailleurs ainsi que c'est présenté par la comptabilité nationale...). Il n'en est rien : ce sont des subventions aux entreprises qui leur permettent de se décharger de leur obligation de payer leurs salarié·e·s. Les grands patrons ne payent plus rien, les salarié·e·s ne touchent qu'une partie de leur salaire. Les principales victimes de la crise sont aujourd'hui les travailleurs/ses précaires (interim, CDD...) et les travailleurs/ses indépendant·e·s qui subissent de fortes baisses de revenus.

Mais la crise ne fait que commencer pour les travailleurs/ses. Il y a en effet toujours un décalage entre la crise et les suppressions d'emplois. Les suppressions d'emploi vont donc se poursuivre pendant plusieurs trimestres (au minimum). En outre, la bourgeoisie est bien déterminée à faire payer la facture du Covid aux travailleurs/ses.

Le rapport de la « Commission pour l'avenir des finances publiques » est très clair à cet égard. Pour stabiliser le niveau de la dette, il préconise une baisse drastique des dépenses publiques, et pas n'importe lesquelles : les dépenses sociales. Il imagine même une « gouvernance » technocratique qui contraindrait les gouvernements à ne pas dévier de la « bonne trajectoire ».

Il faut se souvenir des différentes étapes de la crise de 2009. Dans un premier temps, les gouvernements ont mis en place des « plans de relance » amplifiant le déficit public. Dans un deuxième temps, ils ont mis en place des politiques d'austérité (hausses d'impôts pour les travailleurs/ses, blocage des dépenses publiques) pour réduire ce déficit public. Mais la crise de 2009 était une « petite crise » comparée à celle que nous vivons aujourd'hui mais dont la globalité des effets ne se fait pas encore sentir : c'est pourquoi il faut s'attendre à des attaques bien plus dures, particulièrement de la part d'un système résolu à ne rien céder. Elles passeront avant tout par une coupe drastique des prestations sociales, plongeant une grande partie de la population dans la misère, dans un contexte de hausse importante du chômage.

La faillite morale du macronisme : loi sécurité globale, loi séparatisme, islamophobie, mépris complet pour la recherche et les étudiant.e.s...

Le gouvernement ne se contente pas de servir les capitalistes, au détriment de notre santé et nos conditions de vie. Il multiplie les projets de lois liberticides et islamophobes, avançant de plus en plus en tandem avec le Rassemblement National pour circonscrire toute émergence de mobilisation massive et notamment d'un bloc ouvrier et populaire qui mettrait en cause ses choix fondamentaux. Pour cela, quoi de mieux que la stigmatisation d'une partie de la population, la plus opprimée ? Quoi de mieux que les procès en « islamogauchisme » pour tenter de dresser un cordon sanitaire autour de la France insoumise et de militant·e·s de la gauche radicale ? Il peut pour cela compter sur la lâcheté d'une certaine gauche qui se drape dans son universalisme abstrait pour laisser faire les pires ignominies concrètes.

Le pouvoir macronien cherche à construire une « union nationale » nauséabonde de type vichyste face à un ennemi intérieur : les musulman·e·s et leurs allié·e·s « islamogauchistes ». Ce pouvoir qui s'est fait élire parce qu'il serait le « meilleur rempart face au Front National » montre le vrai visage d'un gouvernement chimiquement pur du « bloc capitaliste » : tous les moyens sont bons pour servir les grands patrons, y compris les pires saloperies racistes, sécuritaires et liberticides. Macron sait qu'il n'a aucune chance d'être réélu en 2022 si la campagne électorale se concentre sur son bilan économique, sanitaire et social. Il a donc besoin de radicaliser sa propre politique. C'est comme cela qu'il faut lire la place de Darmanin à l'Intérieur, qui juge Marine Le Pen trop « molle » ou encore celle de Dupont-Moretti, sexiste anti Metoo, au ministère de la Justice : il s'agit d'un message adressé à l'électorat du RN mais aussi à celui de LR qui avait voté pour Fillon en 2017, en se présentant comme

candidat naturel et en donnant des gages pour cela.

Impasse du réformisme : il n'y a pas d'autre politique possible dans le cadre du capitalisme, particulièrement lorsqu'il est en crise

Il est inutile d'épiloguer sur la gauche bourgeoise (PS, Place Publique, Génération.s et EELV) : elle pactise avec la macronie sur les lois d'urgence ou les lois de finance. Elle est même incapable de s'opposer clairement aux opérations politiques infâmes que la macronie a lancées avec l'extrême droite. Dernier exemple en date : le vote d'un amendement permettant la dissolution des associations organisant des réunions non mixtes ! Le PS (qui a propulsé Macron) et EELV ne sont qu'une variante de gauche du macronisme. Ces partis n'incarnent en rien une alternative, mais ils pourraient être un vote refuge pour les couches supérieures du salariat qui voudraient se donner bonne conscience.

Du côté de la gauche réformiste, nous devons distinguer le PCF de la France Insoumise. Le PCF n'en finit pas de mourir et de se déshonorer. Roussel réussit l'exploit de conjuguer un « profil identitaire » avec l'opportunisme politique le plus crasse, en s'alliant par exemple avec le PS dans presque toutes les régions. Il s'est abstenu sur la loi séparatisme à l'Assemblée, a voté pour la possibilité de dissoudre les associations qui organisaient des réunions non mixtes.

La France Insoumise est l'opposition de gauche institutionnelle la plus ferme à Macron, la seule susceptible de convaincre une partie des catégories populaires. Mais son refus d'envisager la moindre rupture avec l'ordre capitaliste la conduit à l'impuissance politique. Son opposition au macronisme ne débouche pas sur une alternative politique crédible. Ses propositions sont soit des leurres, soit des mesures qui se heurteront à la logique capitaliste et seront impossibles à mettre en œuvre.

Du côté des leurres, on peut citer l'incroyable imposture que constitue la proposition d'annuler la partie de la dette publique détenue par la Banque centrale. Mélenchon soutient cette proposition au nom du fait que « pas un seul investisseur privé ne serait privé de quoi que ce soit » ; dans la même veine, Roussel affirme : « cette annulation serait sans aucune conséquence ». Autrement dit, la FI revendique de soutenir une mesure qui ne servirait effectivement à rien, et qui n'aurait aucune conséquence, y compris pour les capitalistes ! En effet, actuellement, les banques centrales reversent les intérêts qu'elles reçoivent aux États... Ce serait donc une opération blanche ! Quelle radicalité ! En fait, la seule partie de la dette publique (la plus grosse partie...) qu'il serait judicieux d'annuler est précisément celle que les réformistes ne veulent pas annuler parce qu'il y aurait des conséquences puisque celle-ci est détenue par les banques et sociétés d'assurance nationales et étrangères. Si celle-ci était annulée, elles devraient compenser cette perte en ponctionnant l'épargne qui est placée chez elles. C'est précisément ce que nous revendiquons : nous militons pour l'annulation de toute la dette publique avec pour contrepartie la dévalorisation de l'épargne des plus riches.

Du côté des mesures qui se heurteraient au mur du capital, il y a les fameuses « contreparties » exigées par les réformistes aux mesures de soutien aux entreprises. Enfermés dans le cadre capitaliste, les réformistes ne peuvent pas s'opposer, en temps de crise, à l'arrosage en argent public des entreprises. Simplement, ils exigent des « contreparties », comme si les entreprises capitalistes pouvaient faire ruisseler l'argent qu'elles reçoivent de l'État. Or, le but est précisément de prendre aux « citoyen·ne·s » (principalement les travailleurs/ses donc) pour donner aux capitalistes, via l'État. Il est donc totalement illusoire de faire croire que tout le monde pourrait être gagnant : il n'y a pas d'argent magique. Si l'argent coulait à flot pour tout le monde, l'inflation nous rappellerait cette vérité élémentaire...

En temps de crise, il n'y a aucune marge de manœuvre pour une politique réformatrice d'amélioration des conditions de vie des travailleurs/ses dans le cadre du système économique capitalisme. En revanche, une alternative est possible, à condition de remettre en cause les piliers de l'ordre capitaliste. D'où l'urgence de sortir d'une posture anticapitaliste abstraite (qui est celle du NPA aujourd'hui) pour mettre en discussion un programme communiste concret de rupture avec le système.

Pour une issue communiste à la crise !

Rechercher une issue communiste à la crise, ce n'est pas renoncer à construire l'unité la plus large autour de mots d'ordre que nous pouvons défendre en commun avec les réformistes antilibéraux. Mais nous articulons la défense de ces mots d'ordre avec la nécessité d'en finir avec les institutions capitalistes pour les réaliser pleinement.

On le voit : la propriété privée de la production de vaccins est une illustration encore une fois meurtrière de l'atrocité du système capitaliste. Il est donc nécessaire de s'attaquer à la source du problème, et donc de participer à la construction de mobilisations massives, qui aurait pour perspective l'expropriation des entreprises pharmaceutiques capitalistes, tout cela, sous contrôle des travailleurs/ses elles et eux même. Mais le caractère mortifère du capitalisme ne se limite pas aux seules entreprises pharmaceutiques, c'est bien à la sphère productive dans sa globalité qu'il faut imposer cette expropriation sous contrôle ouvrier.

Nous nous opposons aux licenciements et aux suppressions d'emplois, mais sans faire croire aux travailleurs/ses qu'ils pourront être maintenus sans remettre en cause la logique capitaliste, « en faisant payer les capitalistes ». Pour garantir le maintien des salaires et des emplois, il faut lutter pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises et donc faire une entorse à la propriété capitaliste. Il n'y aura pas « d'interdiction des licenciements » dans le cadre du capitalisme, puisque cette interdiction exige précisément que les travailleurs/ses aient le pouvoir sur les moyens de production et organisent rationnellement la production pour satisfaire les besoins sociaux.

Aux procès en irréalisme qu'on pourrait nous faire, nous répondons que l'irréalisme est

du côté des réformistes qui promettent la lune et ne peuvent que trahir une fois arrivés au pouvoir, faute d'assumer la rupture nécessaire avec l'ordre capitaliste. Nous ajoutons que des éléments de communisme existent à l'état embryonnaire aujourd'hui, fruit des acquis de la lutte des classes, et que c'est sur la base de ces acquis que nous défendons qu'une issue communiste à la crise est possible. Parmi ces éléments, il y a la garantie de revenu dont bénéficie une large partie de la population (fonctionnaires, retraités, médecins conventionnés...), en raison de leur statut, échappant par là même à la logique capitaliste du marché du travail.

À partir de là, nous pouvons penser une issue communiste à la crise, fondée sur un statut qui garantit à chacun un revenu, et sur une démocratie économique qui implique une expropriation des capitalistes et une socialisation des moyens de production. Le communisme, c'est la pleine souveraineté des travailleurs/ses sur leur vie, à tous les niveaux. Mais il ne suffit pas de poser les grands principes d'une économie communiste, il faut également ne pas esquiver la discussion sur les moyens pour qu'une transition communiste soit viable dans un environnement hostile (en interne et en externe) : contrôle strict des mouvements de capitaux et des échanges extérieurs, émission d'une nouvelle monnaie contrôlée par les travailleurs/ses, rupture immédiate avec l'Union européenne, autant de « tabous » refoulés par les directions sclérosées de l'extrême gauche, incapables par là même de faire vivre le communisme comme une perspective désirable et crédible.

Évidemment, ces éléments, nous essayons de les faire vivre dans les mobilisations, aux côtés des collègues, dans nos syndicats, dans nos quartiers. L'expropriation des capitalistes, la lutte profonde contre les racismes, le sexisme, contre l'exploitation et les dominations, tout cela ne peut-être une réalité que si nous arrivons à mettre en place un gouvernement des travailleurs/ses, émanant de l'auto-organisation à tous les étages de la société, dans les entreprises et les quartiers.

Faire vivre ce programme communiste révolutionnaire, c'est l'objectif de notre tendance, armée de la solide conviction qu'il est la seule alternative possible à un capitalisme de nouveau en crise.

Tendance CLAIRE, le 3 avril 2021